

Grande production ou petite production ? La « question agraire » aujourd'hui

Michel Merlet ¹

AGTER ² (France)

Résumé. Après avoir analysé les avantages et les inconvénients de la grande production et de la production paysanne en 1899 dans « La question agraire », Kautsky considérait que l'industrialisation de l'agriculture et la prolétarianisation des paysans étaient inévitables et constituaient une étape nécessaire pour construire le socialisme. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, ses prévisions ne se sont confirmées que dans les pays dont les États avaient organisé avec violence la collectivisation de l'agriculture, et pas du tout dans les pays occidentaux. Mais depuis les années 70, et ensuite avec la chute du bloc soviétique, le développement du capitalisme agraire et des grandes entreprises à salariés semble inéluctable. Sur la base de diverses études de terrain et en revisitant les concepts que nous utilisons quotidiennement, il apparaît que la véritable supériorité de la grande production dans l'agriculture ne se situe pas au niveau de son efficacité à créer des richesses nettes par unité de surface, ni à créer des emplois, mais dans sa capacité à capturer des rentes de différentes natures. Or, les phénomènes d'appropriation et de concentration des terres et des ressources naturelles dont nous sommes les témoins constituent un danger global pour l'humanité. Revisiter la question agraire aujourd'hui et repenser les liens entre grande et petite production sont donc prioritaires, tant pour la recherche que pour les mouvements sociaux.

Mots-clés. Question agraire – Viabilité économique – Taille de l'exploitation agricole – Accaparement des terres – Grande et petite production – Rente foncière.

Large-scale or small-scale production in agriculture? The “agrarian question” today

Abstract. In “The Agrarian Question” (1899) Kautsky analyzed the advantages and disadvantages of large-scale production and peasant production. He considered that the industrialization of agriculture and the proletarianization of the peasants were inevitable and represented a necessary step in the development of socialism. Until the late twentieth century, his prediction was only confirmed in countries whose states had organized violent collectivization of agriculture, but not at all in Western countries. However, since the 1970s and after the fall of the Soviet bloc, the development of agrarian capitalism through large farms employing paid labor seems inescapable. Based on various field studies and rethinking some concepts in daily use, we discover that the real superiority of large-scale production in agriculture does not lie in its ability to create net wealth per area unit or to create jobs, but in its ability to capture different kinds of income. The appropriation and concentration of land and natural resources are nevertheless place humanity under a global threat. Revisiting the agrarian question today and rethinking the relationship between large-scale and small-scale production are key, both for researchers and for social movements.

Keywords. Agrarian question - Economic viability – Farm size – Land grabbing – Small farms versus large farms – Ground rent.

Je n'aborderai pas de façon spécifique la situation des pays de la Méditerranée que les participants du séminaire de FONCIMED connaissent beaucoup mieux que moi. Je vous propose de réfléchir au dualisme agraire contemporain à partir de travaux menés dans différentes régions du monde, souvent par des membres d'AGTER, et de dégager quelques questions centrales qui devraient, à mon sens, être abordées lors de nos travaux à Tunis.

I – Industrialisation de l'agriculture, prolétarianisation des paysans, Karl Kautsky aurait-il eu raison ?

Le débat sur les avantages et les inconvénients de la production agricole à grande échelle et de la petite production est très ancien, mais il a pris beaucoup d'importance avec le développement du capitalisme et la construction du projet socialiste. L'ouvrage de Karl Kautsky, « La question agraire », publié en 1899 en allemand, discute les positions qui étaient alors en présence, et élabore une proposition de politique agraire pour la social-démocratie allemande (seconde partie). Seule la première partie, « Le développement de l'agriculture dans la société capitaliste », sera publiée un an plus tard en français. Pour Kautsky, tant « l'industrialisation de l'agriculture » que « la prolétarianisation des paysans » sont inéluctables. Partant d'une description des évolutions des campagnes dans les pays où le capitalisme s'est alors le plus développé, Kautsky affirme qu'il convient de renforcer ces tendances pour créer les conditions d'un passage ultérieur au socialisme (Kautsky, 1983).

Les prédictions de Kautsky ne se sont pas réalisées au XX^e siècle dans les « pays occidentaux ». Les pays développés ont bien connu une forte diminution du nombre d'actifs agricoles, mais les formes de production « familiales » se sont maintenues, voire renforcées et ces pays n'ont pas vu se généraliser de grandes unités de production capitalistes utilisant des ouvriers agricoles. Dans les quelques pays qui semblent faire exception, il existe toujours des agricultures familiales cachées qui sont dans une large mesure à l'origine du processus de développement et de la production alimentaire, que ce soit dans les colonies de l'Angleterre ou dans les profondeurs des fronts pionniers en Amérique Latine (Merlet et Jamart, 2007).

Dans les « pays de l'Est », au contraire, la grande production s'est imposée. Les analyses de Kautsky et les politiques qui en découlent ont été largement mises en pratique par les régimes socialistes en Russie, en Europe de l'Est et dans quelques pays d'autres régions du monde. Ces transformations y ont été largement imposées par les États, souvent avec une grande violence. La collectivisation de l'agriculture (kolkhozes, sovkhoses) est devenue un élément central de la construction du « socialisme ». Toutefois, de minuscules lopins ouvriers ont le plus souvent été maintenus, et leur rôle dans la production alimentaire est resté très important. Lors de la chute du bloc soviétique, les diverses formes de grande production collectivisée vont s'effondrer en quelques années seulement, et céder la place dans la plupart des cas à de très grandes entreprises capitalistes.

Jusqu'au dernier quart du XX^e siècle, l'industrialisation de l'agriculture, la prolétarianisation des paysans et le remplacement de la production à petite échelle par la grande production ne s'étaient produits que dans les pays socialistes. Certains, comme la Chine et le Vietnam, avaient toutefois opéré des revirements spectaculaires en décollectivant leurs campagnes. Les conséquences y avaient été diamétralement opposées à celles annoncées par Kautsky : le retour à la petite production paysanne après la réforme agraire a entraîné un décollage agricole spectaculaire qui a largement contribué au développement industriel ultérieur de ces deux pays. L'agriculture des pays occidentaux développés était, elle, restée majoritairement une agriculture familiale utilisant très peu de main d'œuvre salariée. Cela ne l'avait pas empêchée de devenir de plus en plus productive.

Toutefois, les évolutions récentes semblent enfin donner raison à Kautsky. Les « accaparements » des terres très médiatisés depuis 2008 ont révélé au grand public des phénomènes qui avaient commencé à voir le jour dès les années 1970 dans certains pays, au Brésil en particulier. Ils se développent à une échelle et à un rythme jamais expérimentés auparavant et regroupent en fait deux processus distincts : 1/ l'« appropriation privative » de territoires gérés jusqu'alors en « commun » par des peuples autochtones ou des populations métisses, aussi appelée « dépossession », et 2/ la concentration de l'usage des terres qui se trouvaient déjà sous des régimes de propriété privée par de moins en moins d'exploitants (Merlet et Perdriault, 2010). Ces phénomènes ont suscité de nombreuses réactions de la part des défenseurs des droits humains et de l'environnement, mais leurs conséquences économiques et sociales ont été beaucoup moins analysées. Les médias ont surtout mis

l'accent sur la spoliation des populations dans les pays du Sud, et sur la constitution de très vastes agro-holdings, plutôt que sur l'augmentation progressive de la taille des exploitations. Les structures agraires de nombre de pays développés sont pourtant aujourd'hui en train de se polariser rapidement, que ce soit en Europe occidentale ou en Amérique du Nord. Le nombre d'actifs dans l'agriculture diminue et la taille des unités de production commerciales ne cesse d'augmenter. Même en France, où la politique de modernisation de l'agriculture menée après la seconde guerre mondiale avait avec succès développé des outils et une philosophie originale qui s'appuyait sur la promotion d'unités de production familiales à deux actifs, on constate une disparition de plus en plus rapide des formes de production paysanne et l'abandon des politiques spécifiques d'appui aux exploitations familiales. Des formes d'agriculture et de propriété foncière sociétaires remplacent progressivement les formes familiales, avec pour résultats une modification profonde des logiques économiques et patrimoniales, l'assimilation de la terre à du capital, et le contournement des mécanismes de régulation des marchés fonciers qui avaient été mis en place après la seconde guerre mondiale (Terres d'Europe SCAFR et FNSAFER, 2015).

En même temps, les menaces globales pour l'humanité se multiplient, sans que l'on dispose de véritables propositions alternatives. Par-delà les déclarations d'autosatisfaction des organismes internationaux et de certains pays sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement et la lutte contre la pauvreté et la faim, les richesses ne cessent de se concentrer et les inégalités explosent. De nombreux pays vivent de plus en plus à crédit, et les crises économiques globales deviennent de plus en plus fréquentes. La destruction de la biodiversité et les risques climatiques remettent en cause la survie de l'humanité. Le développement des flux migratoires, la montée des conflits armés sont dans une large mesure le résultat de tous ces phénomènes.

Le développement du capitalisme chinois, mais aussi celui des grands projets et des activités extractives un peu partout dans le monde, et en particulier la relance des projets miniers de tous types des gouvernements « progressistes » d'Amérique Latine vient, après la chute du bloc soviétique, réduire le « projet socialiste » à une simple illusion du passé. De fait, les thèses de Kautsky ne sont plus aujourd'hui seulement mises en avant par les socialistes, elles sont défendues par les néolibéraux et les grands entrepreneurs capitalistes : la disparition de la production paysanne familiale considérée comme « archaïque » serait plus que jamais nécessaire pour permettre le développement, la réduction de la pauvreté et l'alimentation de la population mondiale. Seuls des « investissements » massifs permettraient son remplacement par une agriculture moderne et efficace.

II – Qu'est-ce qui a changé ? Comment en rendre compte et comment expliquer les phénomènes en cours ?

Toutes les phases coloniales antérieures, pendant des siècles, avaient été caractérisées par la nécessité de disposer d'un grand nombre de travailleurs pour pouvoir s'approprier les richesses des pays conquis. Ainsi, les espagnols et les portugais avaient dû soumettre les populations amérindiennes, puis importer des millions d'esclaves pour remplacer les populations natives décimées par les maladies et l'exploitation. Ils s'étaient enfin appuyés sur les producteurs agricoles pauvres européens en organisant leur migration et la colonisation des grandes plaines du Sud de l'Amérique latine. La violence directe (guerres, travail forcé, esclavage) jouait alors un rôle essentiel pour que les groupes dominants puissent disposer de la force de travail sans laquelle tout processus d'accumulation était impossible. Avec le recours massif à l'énergie fossile et aux machines, avec un développement technologique qui s'est considérablement accéléré, la donne a changé radicalement (Merlet, 2012).

Aujourd'hui, la « société de marché », expression utilisée par Karl Polanyi, s'est généralisée à l'échelle mondiale, avec le développement des transports et des échanges. La terre, le travail et la monnaie sont traitées comme de véritables marchandises, dont les marchés seraient susceptibles de s'autoréguler, alors qu'il ne s'agit que de marchandises « fictives » (Polanyi, 1983), qui certes se vendent et s'achètent, mais qui n'ont pas été produites dans ce but. La

violence existe toujours, bien sûr, mais la violence directe n'est plus ni le mécanisme principal de mobilisation de la force de travail ni celui des acquisitions de terres ou de ressources naturelles. Une violence institutionnelle s'est généralisée, qui passe maintenant par des formes contractuelles entre individus, mais aussi d'autres impliquant des États, devenus « souverains » avec la décolonisation. À la révolution industrielle du XIX^e siècle, est venue s'ajouter ce que l'on pourrait appeler une « révolution financière » : le développement du secteur financier et l'extraordinaire croissance du capital fictif par rapport au capital directement lié à des richesses matérielles modifient de façon considérable les dynamiques d'accumulation.

De nombreuses institutions qui nous semblent incontournables posent problème et sont à l'origine de multiples effets « pervers ». Les *contrats* supposés être librement signés lient souvent des parties dont les pouvoirs sont très inégaux. La *souveraineté* des États sur les terres dites « nationales », où aucun titre formel de propriété n'a été émis, conduit certains dirigeants à vendre ou à céder celles-ci en concession à des investisseurs, quand bien même elles soient occupées depuis des générations par des populations réduites par là même au rang de squatteurs.

D'une façon plus générale, beaucoup de concepts et de catégories utilisés aujourd'hui pour décrire et analyser les évolutions agraires sont mystificateurs, et rares sont les chercheurs qui en font une analyse critique rigoureuse. L'échec historique du socialisme réel n'est sans doute pas propice à un renouvellement de la pensée, même chez ceux qui sont convaincus que le développement actuel du capitalisme nous conduit à de nouvelles crises majeures, qui risquent d'être aussi dramatiques que l'ont été celles du XX^e siècle. De nouvelles analyses et de nouvelles propositions sont pourtant nécessaires, et de toute urgence ! Cela commence par une « déconstruction » de beaucoup de catégories usuelles, de l'efficacité économique, de la productivité, de l'investissement, de la propriété, *etc.* et impliquera une remise en cause en profondeur de certains dogmes, tant « néolibéraux » que « socialistes ». Il nous faut clarifier les enjeux et formuler des analyses accessibles à tous, avec des exemples et pas seulement des références théoriques de plus en plus sophistiquées. Nous avons besoin d'une réflexion engagée, ouverte à la critique, qui n'emprunte pas seulement les formes actuelles de la recherche universitaire.

Un regard critique sur l'approche du dualisme agraire nous montre à quel point la question agraire est souvent mal posée. La supériorité de la grande production reposerait principalement sur les fondements suivants : la grande production agricole permet des économies d'échelle, le remplacement de la force de travail par des machines entraîne plus d'efficacité et une meilleure productivité ; il permet donc *in fine* une meilleure rémunération des travailleurs. Mais ces affirmations ne tiennent pas compte des spécificités de l'activité agricole, intrinsèquement liée à la nature, aux aléas climatiques, à la diversité des écosystèmes. Contrairement à ce qu'il advient dans l'industrie, les économies d'échelle ne sont pas du tout généralisées dans l'agriculture, et souvent, on constate même des phénomènes inverses, de surcoûts d'échelle. Si la mécanisation permet d'augmenter la productivité du travail, elle peut entraîner une diminution de la productivité de la terre, c'est-à-dire de la production de richesses nettes par unité de surface. La technologie n'est pas l'application neutre, naturelle et logique, des résultats de la recherche scientifique. Nous devons nous demander à qui profite cette supposée efficacité ? À l'entrepreneur, à « l'investisseur » ou à la société dans son ensemble ?

Revenons à des choses très simples, à des questions de bon sens. Commençons par nous demander d'où vient la richesse, d'où vient la « valeur ajoutée » ? Les milliardaires, aujourd'hui, au XXI^e siècle, ne sont pas des milliards de fois plus productifs que les pauvres. Ce n'est pas là que se situe leur efficacité. Les mécanismes de création de richesse et de concentration de cette richesse sont finalement assez simples. La richesse vient du travail, tout d'abord. Le concept de plus-value, développé en premier par Adam Smith, puis repris par Karl Marx, nous permet de comprendre qu'une partie des produits du travail peut être appropriable par une autre personne que par le travailleur, quand celui-ci n'a besoin pour reproduire sa force de travail que d'une partie de la richesse qu'il a créée. Kautsky le rappelle d'une façon très pédagogique dans « La question agraire ». Mais la richesse peut aussi venir de la nature,

indépendamment du travail investi, quand bien même du travail soit toujours nécessaire pour extraire cette richesse. Nous le constatons en observant les résultats différents d'un même système de production appliqué sur des terrains distincts, ce que David Ricardo a théorisé comme « rente différentielle ». Cette partie de la richesse non produite par l'homme a posé de nombreux problèmes aux marxistes, mais cela n'est pas aujourd'hui notre sujet.

Demandons-nous dès lors comment se répartit cette valeur ajoutée, cette richesse, non pas entre les « facteurs » (terre, travail, capital), un concept vide de sens qu'utilisent les économistes néolibéraux, mais bien entre les acteurs, les personnes et les groupes sociaux ? Quels sont les mécanismes de cette répartition. Des « contrats », plus ou moins librement acceptés ? La violence directe ? De multiples formes de violence institutionnalisée ? Dans tous les cas, ce sont les rapports de force qui existent entre ces différents acteurs qui permettent de comprendre ce qui se passe réellement. Différents cadres normatifs et juridiques coexistent toujours et ce sont les rapports de force qui déterminent en fait quels sont ceux qui sont effectivement appliqués. C'est tout l'intérêt de l'approche du « pluralisme juridique » (Merlet, 2011).

La recherche d'une meilleure compréhension se heurte à de nombreux obstacles épistémologiques. Il nous faut revisiter les concepts et questionner les croyances usuelles qui souvent nous empêchent d'avancer. Citons en quelques-uns, en lien direct avec notre sujet.

Le mot « **capital** » en est un exemple remarquable. On l'utilise aujourd'hui à tort et à travers³. Revenons aux économistes classiques, et reconnaissons qu'il existe une différence fondamentale entre la terre et le capital. Réhabilitons le concept de « **rente** », dont nous reviendrons sur le sens plus bas.

Autre mot utilisé avec de multiples sens, la « **productivité** », souvent confondue avec le rendement. Même les scientifiques de renom tombent dans le piège, comme les chercheurs de la Banque Mondiale dans leur étude de 2011 sur la ruée sur les terres agricoles *Rising Global Interest in Farmland*, à moins qu'ils ne fassent la confusion à dessein (Deininger et Byerlee, 2011). Une partie centrale de leur raisonnement est fondée sur les écarts de rendements (*yield gap*) entre la réalité et le potentiel par région, sans tenir compte ni des intrants et de l'usure des machines, ni des systèmes de polyculture et d'associations agriculture-élevage. Cela permet certes de justifier l'appropriation des terres agricoles considérées comme sous-utilisées, mais ne rend pas compte de la réalité.

La « **propriété** » constitue un autre mot problématique. Reconnaissons le caractère très récent et historiquement marqué de l'apparition du mot au singulier. « La » propriété absolue apparaît au moment de la Révolution française, dans un contexte politique et social très particulier, marqué par la volonté de la bourgeoisie d'affirmer son pouvoir contre les seigneurs féodaux (Comby, 2004). En fait, la situation générale est celle de la coexistence de droits de propriété multiples et divers, appartenant à des ayants droit également multiples et de différentes natures, individuels ou collectifs (Merlet, 2010). Là aussi, les implications sur l'appropriation des ressources communes sont importantes. Le statut de propriétaire d'un espace garantit les droits du propriétaire sur toutes les richesses que celui-ci contient, même celles qui n'ont pas encore été découvertes.

On parle aujourd'hui en permanence d'entreprises, d'entrepreneurs, de secteur privé. L'« **entreprise** » est un autre mot magique qui englobe dans une même « catégorie » un petit producteur et une multinationale. Cela n'aide pas vraiment à comprendre les évolutions !

Les « **investissements** » constituent un mot piège central dans le discours dominant utilisé pour caractériser les dynamiques agraires récentes. Investir ne pourrait être que bénéfique, et les problèmes actuels de l'agriculture mondiale proviendraient d'un déficit d'investissement dans le secteur depuis plusieurs décennies. Mais ces « investissements » sont souvent bien faibles, et cachent en fait des mécanismes de dépossession et d'appropriation des ressources communes (Merlet, 2013).

La « **responsabilité** » invoquée par exemple dans la recherche « d'investissements agricoles responsables » opère un transfert vers le champ de la morale (Merlet *et al.*, 2014). Il s'agit d'un autre concept clef dans l'imposition d'un discours qui semble s'appuyer sur le respect des droits de l'homme, mais qui en fait dissout la démocratie dans la seule bonne volonté des entreprises. C'est extrêmement grave. Attendre que les grandes entreprises, Pepsi Cola, Coca Cola, appliquent les directives volontaires sur la gouvernance du foncier du Comité sur la Sécurité Alimentaire avec leurs fournisseurs n'est sans doute pas la meilleure façon de renforcer la démocratie mondiale.

Pour pouvoir reprendre sur de bonnes bases le débat sur l'intérêt de la grande production et celui de la production à petite échelle, nous devons élargir notre périmètre d'observation. Il n'existe pas de *latifundium* sans *minifundium*, pas plus qu'il n'y aurait de riches s'il n'y avait pas de pauvres, comme nous le rappelle Polanyi dans *La grande transformation*, dans un chapitre passionnant sur le traitement des pauvres.

Au niveau local, les analyses de systèmes agraires permettent de comparer dans une même région l'efficacité économique des grandes et des petites exploitations. Les résultats étonnent souvent ceux qui ne connaissent pas bien l'agriculture. Les petites exploitations sont le plus souvent beaucoup plus efficaces en termes de productivité nette par hectare que les grandes exploitations⁴. Pour compléter ces analyses qui utilisent essentiellement les prix de vente des produits à la sortie de l'unité de production, il convient de réaliser des analyses de filières, qui permettent de comprendre comment se distribue la valeur ajoutée le long de celles-ci. Il faut raisonner l'emploi à une autre échelle que celle de l'entreprise et pouvoir prendre en compte les externalités. De grandes entreprises agricoles à haute productivité du travail, immergées dans un océan de chômage, peuvent-elles être socialement viables ? Tôt ou tard, de telles situations conduisent à des situations explosives.

À un niveau plus global, il faut se souvenir que se retrouvent en compétition sur le marché globalisé des unités de production dont les productivités nettes du travail sont extrêmement différentes, dépassant maintenant largement un rapport de 1 à 500 (Mazoyer, 2001). Or le prix d'un bien est fixé par la productivité du travail. Quand bien même le pourcentage des céréales transitant par le marché mondial soit très réduit par rapport à la production totale, leur prix est déterminé par la productivité des entreprises exportatrices. Il tend à baisser de façon structurelle quand la productivité du travail augmente plus dans ce secteur que dans l'ensemble de l'économie. Cette baisse tendancielle des prix agricoles a des répercussions directes sur le pouvoir d'achat, et sur la survie de tous les producteurs, même ceux qui ne commercialisent qu'une faible part de leur production (Mazoyer, 2001). Les mécanismes de marchés mondialisés entraînent ainsi la disparition de l'agriculture paysanne bien au-delà des producteurs directement affectés par l'expansion de la grande production et par les spoliations de terres. Le développement de gigantesques agro-holdings en Ukraine va conduire à la ruine de producteurs de taille plus modeste dans d'autres régions du monde, sans que ceux-ci n'aient même jamais eu connaissance de leur existence.

Nous pourrions dire en résumé que tout est question de distribution. Le marché peut redistribuer de façon optimale les véritables marchandises, produites pour être commercialisées, sous certaines conditions (concurrence, *etc.*), pas toujours aisées à réunir. Mais le marché ne peut pas, et ne pourra jamais, redistribuer de façon optimale les marchandises fictives, et en particulier la terre, le travail, et la monnaie. L'économie est toujours profondément enchâssée dans la société. Or, on fait aujourd'hui comme s'il n'en était rien. On la traite comme un domaine en soi, qui n'aurait rien à voir avec le social ni avec le politique, ce qui constitue une position insensée. Mais remettre en cause la « société de marché » ne veut pas dire mettre en place une société sans marchés (Polanyi, 1983). Les économies socialistes en ont illustré les risques. Mais une société totalement gouvernée par le marché, que nous l'appelions « société capitaliste » ou comme Polanyi, « société de marché », s'avère être

totallement incompatible avec l'intérêt global de l'humanité. Il nous faut développer des sociétés qui régulent les marchés qui ne peuvent pas s'autoréguler.

Aujourd'hui, tout est aussi question d'appropriation des rentes, des richesses non produites par le travail. Regardons comment s'effectue la répartition des richesses et de la valeur ajoutée entre les propriétaires fonciers, les propriétaires du capital, les travailleurs, la société dans son ensemble. De nombreux travaux réalisés au cours des dernières années par des étudiants de la chaire d'Agriculture comparée d'AgroParisTech, par des stagiaires d'AGTER en Ukraine, au Pérou, au Nicaragua, en Roumanie ont mis en évidence l'inégalité de cette répartition. Ainsi, en Ukraine, dans les plus gros agro-holdings étudiés, 80 à 90 % de la valeur ajoutée sert à rémunérer les détenteurs du capital, les 10 à 20 % restant se répartissant entre la rémunération des propriétaires fonciers, bénéficiaires de la réforme foncière postérieure à la chute de l'Union Soviétique, celle des travailleurs, et le paiement de maigres impôts à l'État (Cochet et Merlet, 2011).⁵ Ces schémas en disent long sur l'efficacité de la production agricole capitaliste à grande échelle. Un des principaux investisseurs français dans l'agriculture en Ukraine, M. Charles Beigbeder, expliquait il y a quelques années à la télévision que des entreprises comme les siennes allaient nourrir le monde. En fait, ses entreprises profitaient d'une situation spécifique résultant de la décollectivisation en Ukraine pour faire des profits importants, très supérieurs à ceux que pouvaient obtenir ailleurs des capitalistes ordinaires, avec la complicité des États français et ukrainiens qui avaient signé un accord bilatéral sur les investissements.

Pour cela, il nous faut pouvoir identifier les différents types de rentes, les rentes foncières, mais aussi les rentes créées par des politiques publiques, les rentes liées à des dispositions juridiques spécifiques et tout autre type de revenus non liés au travail. Il nous faut découvrir qui se les approprie réellement ! Nous connaissons, tous, les rentes que la Politique Agricole Commune a mises en place. Il y en a d'autres, comme celles qui proviennent de l'obligation d'incorporer un certain pourcentage d'agro-carburants dans les combustibles vendus au public qui entraînent une hausse de la demande et du prix de ce type de produit. La classification d'une zone comme constructible dans un plan d'occupation des sols va aussi entraîner mécaniquement une hausse du prix des terrains qui s'y trouvent.

Sur la base des nombreuses observations que nous avons pu faire, il est légitime de nous demander si la véritable supériorité de la grande production n'est pas en fait sa capacité à s'approprier les rentes ?

Il nous faut tenter d'expliquer les dynamiques en cours. Les comportements économiques et sociaux des différents acteurs ne sont pas les mêmes : il y a peu de points communs entre la logique de la production et reproduction paysanne familiale et la logique économique capitaliste. Hervieu et Purseigle nous proposent une typologie détaillée à la fin d'un ouvrage très intéressant dans lequel ils décrivent la coexistence de multiples formes de grande et de petite production, agriculture familiale, agriculture de firme, agriculture de subsistance. Bien qu'ils aient tous les éléments pour le faire, ils n'insistent pas sur les dynamiques qui produisent ces différents types et en « déduisent » qu'il y a de la place pour tous, qu'il convient d'organiser la cohabitation de la grande production et de la petite production (Hervieu et Purseigle, 2013). On sait qu'il existe des relations entre grande production et petite production : nous avons évoqué les mécanismes de fixation des prix sur les marchés libéralisés, du fait des différences de productivité du travail ; il faut aussi rappeler les interrelations qui existent autour de la force de travail et de sa reproduction, déjà très présents dans les rapports entre *latifundia* et *minifundia*, les liens qui se nouent autour des chaînes de transformation et de commercialisation, etc. De nombreux autres chercheurs font le constat de la « coexistence » de diverses formes de production agricoles sans suffisamment expliquer les liens qui existent entre elles. Ce choix est politique et largement mystificateur. Petite et grande production font système, et le développement de l'une constitue presque toujours une menace pour l'autre (Merlet, 2012). L'agriculture de subsistance dont parle Hervieu et Purseigle n'a plus rien à voir avec les formes paysannes d'antan, elle regroupe les gens qui ont été paupérisés et qui constituent une gigantesque armée de réserve pour l'agriculture de firme. Par ailleurs, lorsque l'agriculture familiale devient une agriculture sociétaire, elle change de nature et se met à se

comporter comme une agriculture de firme. Il n'y a donc pas de la place pour tous, et l'organisation de la coexistence entre grande production et petite production ne permet pas d'atteindre un optimum social (emploi, production) ni un optimum environnemental pour l'humanité.

III – Que faire pour ne pas aller vers un nouveau désastre mondial ?

Revenons à Kautsky. Son discours est clair et convaincant, mais il est erroné. On peut se demander quel rôle a joué cette conception et quelle part ont eu les politiques qu'elle a inspirées dans l'échec historique du socialisme réel. Il ne s'agissait d'ailleurs sans doute pas de simples erreurs, mais bien de positions qui répondaient aux intérêts de certains groupes sociaux. J'ai pu le constater au Nicaragua dans les années 80.

Le dernier chapitre de la seconde partie de l'ouvrage de Kautsky s'intitule « comment neutraliser les paysans ». Cela en dit long ! Pour les socialistes du XIX^e siècle, le paysan est un arriéré et un ennemi politique potentiel. Il n'est pas traité comme un ennemi politique direct, mais la stratégie de la social-démocratie était de s'assurer qu'il ne se soulève pas, et de faire en sorte qu'il puisse disparaître sans trop souffrir. Il me semble que cette stratégie a été en partie responsable de l'échec du projet socialiste et qu'il est grand temps de commencer à construire un autre projet, qui soit susceptible de réussir.

Beaucoup d'autres aspects importants que je ne peux qu'évoquer ici mériteraient d'être abordés en profondeur. Le développement du capital fictif et la nature du système financier actuel permettent une multiplication considérable des appropriations de rentes et de richesses naturelles. Il est possible aujourd'hui d'acheter des terres ou des ressources ou d'en prendre le contrôle en empruntant les capitaux nécessaires à de grandes banques ou sur la base de profits réalisés en spéculant sur les marchés financiers. Comme il est possible de perdre ces fortunes sur ces marchés aussi rapidement qu'elles ont été gagnées, il s'avère souhaitable de les transformer en quelque chose de tangible en investissant par exemple dans de grandes exploitations au Brésil ou ailleurs. Il en résulte une vague d'accumulation primitive, de dépossession, d'une ampleur sans précédent. Et si les capitaux sont par définition mobiles, les phénomènes de dépossession et de destruction des agricultures paysannes sont eux irréversibles à court et à moyen terme.

Que nous prépare l'hégémonie de la pensée *Doing Business*, la glorification des dispositifs « gagnant-gagnant », la promotion de la responsabilité sociale des entreprises, les *business plans* comme solution pour les petits producteurs ? Un monde où plus de la moitié de la population serait au chômage, où les ressources naturelles auraient été détruites, où les inégalités exacerbées provoqueraient de plus en plus de conflits et de plus en plus de violence ?

Nous devons remettre l'entreprise à sa place, et nous préoccuper de l'intérêt général. Il convient de revenir au b.a.-ba de l'économie, différencier l'intérêt de l'entrepreneur ou du supposé « investisseur » de celui de la société dans son ensemble. Les outils existent. Ils étaient utilisés il y a quelques dizaines d'années (méthode des effets développée principalement en France, méthode des prix de référence ou analyse coûts bénéfiques de la Banque Mondiale). Ils ont été remplacés par des études d'impact socio-environnemental, qui mesurent les effets négatifs, essayent de les atténuer ou de compenser artificiellement les pertes occasionnées, mais en se refusant à examiner d'autres options, d'autres modèles que ceux présentés par les investisseurs, basés par exemple sur le développement de la production paysanne.

Certains financeurs [parmi lesquels la Société Financière Internationale (Banque Mondiale) et Proparco (AFD)] justifient un financement millionnaire du développement d'une filière de bioéthanol en Amérique Centrale par les plus grands producteurs de canne à sucre de la région en argumentant que ce projet va créer des emplois et contribuer à lutter contre le

réchauffement climatique⁶. Or, si l'on compare les emplois d'un tel système de plantation de canne à sucre et son agro-industrie avec ceux des systèmes de production paysans des environs, on constate que ces derniers emploient de 3 à 22 fois plus de personnes à l'hectare que les plantations sucrières (Jahel, 2014). Certes, le projet de développement de la filière du bioéthanol permet de créer quelques dizaines d'emplois nouveaux, par rapport à la situation des plantations sucrières avant-projet. Mais on renforce ainsi la grande production sucrière, en se refusant d'examiner les potentialités d'une autre hypothèse, celle de l'appui à une voie paysanne alternative. La méthode employée ne permet pas de sortir d'un projet de développement fondé exclusivement sur la grande entreprise capitaliste à salariés.

Ce sont là les enjeux de la recherche sur le dualisme agraire.

Avec ce panorama très général, j'ai voulu mettre le doigt sur les questions de fond qui se cachent derrière les thèmes du séminaire, non seulement dans les pays de la Méditerranée mais partout dans le monde. Avec l'élaboration des Directives Volontaires sur la gouvernance du Foncier par le Comité pour la Sécurité Alimentaire des Nations Unies en 2012, les pays signataires et la société civile ont fait un premier pas dans la bonne direction, mais ce n'est encore qu'un tout petit pas pour l'humanité. Il reste en effet maintenant à les mettre en pratique, et cela ne semble pas simple, puisque les rapports de force n'ont pas été véritablement modifiés. Les pays signataires ne se sont pas engagés à modifier leur législation nationale, les directives précisant même qu'elles s'inscrivaient dans le respect de celle-ci. L'accord tout aussi non contraignant qui a suivi sur les principes pour un investissement agricole responsable marque lui très clairement un pas en arrière, même s'il affirme s'appuyer sur les Directives Volontaires (Merlet *et al.*, 2014).

Les chercheurs ont une grande responsabilité : celle d'interroger le réel en regardant de près les évolutions en cours, celle de questionner sans cesse leurs outils, en déconstruisant les catégories d'analyse qui ne servent qu'à justifier les pratiques de certains groupes d'acteurs.

J'espère que ce survol très rapide du débat sur les avantages et les inconvénients de la grande et de la petite production dans l'agriculture pourra déboucher sur des questions qui seront reprises par les différents chercheurs de ce séminaire.

Références

- Cochet H., Merlet M. 2011.** *Land grabbing and share of the value added in agricultural processes. A new look at the distribution of land revenues.* International Academic Conference 'Global Land Grabbing', 2011/04/06-08, Brighton (Royaume-Uni). 18 p. http://www.agter.asso.fr/IMG/pdf/cochet_merlet_land-grabbing-conference-vers_fr_2011-03-15.pdf
- Comby J. 2004.** *Le droit de propriété, de la « Déclaration des droits » au « Code civil ».* 3 p. http://www.agter.org/bdf/docs/comby_2004_droit_de_propriete.pdf
- CSA (Comité pour la Sécurité Alimentaire). 2014.** *Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.* Rome : FAO. 27 p. <http://www.fao.org/3/a-au866f.pdf>
- Deininger K., Byerlee D. (eds.). 2011.** *Rising global interest in farmland. Can it yield sustainable and equitable benefits?* Washington : World Bank. 214 p. <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-8213-8591-3>
- Hervieu B., Purseigle F. 2013.** *Sociologie des mondes agricoles.* Paris (France) : Armand Colin. 318 p. (Collection U : Sociologie).
- Jahel C. 2014.** *Analyse des mutations agraires engendrées par l'implantation et la croissance d'une entreprise sucrière multinationale au Nord du Nicaragua.* Paris : AGTER, AgroParisTech, Comité Technique Foncier et Développement. 13 p. http://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-464.html
- Kautsky K. 1983.** *La cuestión agraria: estudio de las tendencias de la agricultura moderna y de la política agraria de la socialdemocracia.* 5^e éd. Mexico : Siglo XXI Editores.
- Kautsky K. 1970.** *La question agraire : étude sur les tendances de l'agriculture moderne.* Paris (France) : Maspero. 460 p. (Bibliothèque Socialiste Internationale).

- Mazoyer M. 2001.** *Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation.* Rome : FAO. 28 p. <http://www.fao.org/worldfoodsummit/msd/y1743f.pdf>
- Merlet M. 2013.** *Les investissements dans l'agriculture, danger ou opportunité pour les petits producteurs et pour l'humanité ?* Commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud. 4 p. (Note C2A). http://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-207.html
- Merlet M. 2012.** *Accaparement foncier à l'échelle mondiale et devenir de la petite paysannerie.* *Comptes rendus de l'Académie d'agriculture de France*, 01/11/2012, vol. 98, n. 3, p. 112-117.
- Merlet M. 2010.** *Les droits sur la terre et sur les ressources naturelles.* Comité Technique Foncier et Développement. 4 p. (Des Fiches Pédagogiques). <http://www.foncier-developpement.fr/publication/les-droits-sur-la-terre-et-les-ressources-naturelles/>
- Merlet M., Jamart C. 2007.** *Situation et devenir des agricultures familiales en Amérique latine.* Nogent sur Marne : AGTER. 29 p. (Note d'Analyse). http://www.agter.asso.fr/IMG/pdf/Merlet_Jamart_2007_CCFD_complet_fr.pdf
- Merlet M., Perdriault M. (eds.) 2010.** *Les appropriations de terres à grande échelle : analyse du phénomène et propositions d'orientations.* Comité Technique Foncier et Développement. 56 p. http://www.agter.asso.fr/IMG/pdf/appropriations_de_terres-analyse_et_propositions_dorientations-ctf.pdf
- Merlet M., Perdriault M., Benkahlia A., Cotula L., Berger T. 2014.** *État des lieux des cadres normatifs et des directives volontaires concernant le foncier.* Comité Technique Foncier et Développement. 22 p. http://www.agter.asso.fr/article1053_fr.html
- Merlet P. 2011.** *Pluralisme juridique et gestion de la terre et des ressources naturelles.* 6 p. http://www.agter.org/bdf/_docs/merlet_pierre_2010_12_pluralisme-juridique.pdf
- Polanyi K. 1983.** *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps.* Paris : Gallimard. 467 p. (Tel, n. 362).
- Terre d'Europe SCAFR, FNSAFER. 2015.** *La concentration à marche forcée des exploitations agricoles.* Pages 10-13. In : SAFER. *Le prix des terres en 2014. Analyse des marchés fonciers ruraux.* Paris : SAFER. 134 p. http://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-590.html

Notes

¹ Ingénieur agronome, Directeur d'AGTER

² Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles. www.agter.asso.fr ; Site de ressources documentaires trilingue : www.agter.org

³ A titre d'exemple, Thomas Piketty, dans son livre célèbre *Le Capital au XXI^e siècle* (2013 Ed. du Seuil, Paris) nous offre une description statistique très intéressante de la concentration de la richesse entre les mains d'une minorité, mais sa non-définition du capital et sa caractérisation des équations du capitalisme ne sont absolument pas convaincantes !

⁴ Consulter pour plus d'informations les études sur l'Ukraine, le Pérou, le Nicaragua, la Roumanie disponibles sur le site de ressources documentaires d'AGTER, qui contribuent à répondre à la question : Créer plus de richesses nettes et d'emploi par unité de surface. http://www.agter.org/bdf/fr/thesaurus_defi/motcle-defi-6.html#Onglet_Question_9

⁵ Pour plus de détails, consulter Jaubertie C., Pardon L., Cochet H. et Levesque R. (2010). *Ukraine : une approche comparée des dynamiques et performances économiques des structures agricoles.* Ministère de l'Agriculture (France). Centre d'études et de prospective. Service de la statistique et de la prospective NESE, n° 34, déc. 2010, p. 37-55.

⁶ On peut lire sur le site de l'organisation financière que « Le soutien de PROPARCO à Pantaleón Sugar s'inscrit dans le cadre de son mandat en Amérique Latine, qui consiste à soutenir une croissance verte et solidaire. ». PROPARCO a participé à hauteur de 14 M\$ au programme d'investissement de Pantaleón pour la période 2008-2010 (d'un montant total de 130 M\$). Voir : http://www.proparco.fr/Accueil_PROPARCO/notre-action/PageCacheeAnte2011/Tous-les-projets/Guatemala-2009-Agro-et-cogeneration-Pantaleon, consulté pour la dernière fois en avril 2016.